à celui d'un camion de sept tonnes allant à 70 km/h. On les retrouve sur le Waterloo Bridge, le Westminster Bridge et le Lambeth Bridge, mais aussi dans certains espaces publics de Bristol, Manchester ainsi que dans d'autres grandes villes du Royaume-Uni. Le gouvernement a même embauché des architectes pour réfléchir à des aménagements spécifiques et trouver des «mesures d'atténuation» pour réduire le risque d'attaques à la voiture-bélier.

Face à la menace terroriste, Berlin renforce ses moyens

Par **Nicolas Barotte**

Depuis l'attentat qui a frappé la capitale allemande, 45 millions d'euros ont été débloqués pour les forces de l'ordre et les secours.

Correspondant à Berlin

Des coups de feu, lundi dernier, à la gare de Lichtenberg à Berlin. Il y a de nombreux blessés. Trois terroristes ont fait feu sur la foule des passagers à l'aide de fusils-mitrailleurs alors qu'un train régional vient de s'arrêter sur le quai. Ils disposent aussi de grenades. C'est la panique. L'incident est grave. Une unité spéciale de la police entre en action et il lui faut une demi-heure pour reprendre le contrôle de la situation. Mais ce n'est qu'un exercice. Les victimes à terre sont des élèves policiers. Un peu plus de neuf mois après **l'attentat du marché de Noël de Breitscheidplatz,** qui avait coût la vie à 12 personnes, les forces de l'ordre se préparent encore au pire.

La capitale allemande, avec ses 3,5 millions d'habitants pour une superficie huit fois plus grande que Paris, a réappris à vivre avec une grande capacité de résilience. Contrairement à Paris, on ne croise pas à Berlin de soldats en arme: la Bundeswehr n'a pas pour mission d'agir sur le territoire. Certains plots de béton installés pour protéger les passants des camions fous ont été relevés. «On ne peut pas bétonner la ville», a déclaré la municipalité après l'attentat de Barcelone et l'expression d'inquiétudes de la part des commerçants du Ku'damm, la grande artère touristique de Berlin ouest. Si la police de Berlin renforce sa présence lors de grandes manifestations, comme le marathon du week-end dernier, il n'est pas envisageable de placer la ville en état d'urgence permanent.

«Les travailleurs sociaux sont plus efficaces à long terme que les caméras»

Andreas Geisel, ministre de l'Intérieur du Land de Berlin

Le débat sur la sécurité s'est cependant transformé à Berlin, où les majorités de gauche avaient toujours été sceptiques sur les politiques sécuritaires. Fin août, le ministre de l'Intérieur du Land de Berlin, Andreas Geisel (SPD), a présenté un «plan antiterroriste». La vidéosurveillance va être étendue dans les zones sensibles, comme certaines gares, avec 2000 à 2500 caméras supplémentaires. Mais quoi qu'il en soit, elles ne se multiplieront pas à tous les coins de rue. «Cela n'aurait pas de sens», a déclaré Andreas Geisel. Soucieux de leur liberté, les Berlinois ne l'accepteraient pas. D'ailleurs, dans la gare de Südkreuz, une expérimentation de vidéo avec reconnaissance faciale est fortement contestée: elle vise à tester la possibilité technique de reconnaître un visage - celui de suspects - dans une foule.

Sans attendre l'appui de nouvelles technologies, Berlin a réagi. Depuis l'attentat, un budget de 45 millions d'euros a été débloqué pour équiper les forces de l'ordre et augmenter le parc de véhicules de secours. Les premiers matériels devraient être disponibles à la fin de l'année et courant 2018. Le budget accordé aux associations de déradicalisation a été quadruplé à 4,7 millions d'euros. «Les travailleurs sociaux sont plus efficaces à long terme que les caméras», a insisté Andreas Geisel. Enfin, la surveillance de la centaine d'individus «dangereux» vivant à Berlin a aussi été renforcée. La police antiterroriste a été dotée de 100 postes supplémentaires.

Berlin compte déployer sur le terrain 1200 policiers supplémentaires par an jusqu'en 2021. Mais cet effort permettra seulement de rattraper le retard accumulé depuis des années. En 2000, Berlin comptait 18.000 policiers. En 2016, ils n'étaient plus que 16.700 alors que la ville comptait déjà 400.000 habitants supplémentaires.

Terrorisme : Barcelone a installé des pots de fleurs pour protéger les piétons

Par **Mathieu de Taillac**

L'adoption de mesures antiterroristes n'est pas une nouveauté en Espagne, frappée par quarante ans de terrorisme d'ETA avant de subir les attentats de Madrid en 2004.

Barcelone

Le camion a été lancé contre les piétons de la Rambla de Barcelone, mais c'est à 600 kilomètres de là qu'ont été installés, dès le lendemain de l'attentat, des obstacles physiques pour empêcher ce type d'attentats: sur la très touristique Puerta del Sol de Madrid. À Barcelone, des pots de fleurs gigantesques et autres plots métalliques ont été posés quelques jours plus tard, mais loin de la Rambla. Autour de la gare de Sants, pour commencer, avant que d'autres emplacements ne soient étudiés.

Les nouvelles mesures n'empêchent pas les critiques. Sur fond de déchirements nationaux autour du défi indépendantiste catalan, la controverse est interminable pour savoir qui, de la police nationale, de la police régionale ou de la mairie, porte la responsabilité de décider et d'installer des barrières anti-camions. Dans les médias, les experts s'écharpent pour imaginer ce qui aurait pu se passer si le 17 août, la Rambla avait été équipée de plots.

La réalité des faits oblige à rappeler que l'attentat sur l'avenue de Barcelone n'était que le plan B des terroristes, qui souhaitaient au départ provoquer une grande explosion et avaient accumulé pour cela des dizaines de bonbonnes de gaz. Il est vrai aussi que les commerçants de la Rambla - fleuristes, kiosques à journaux, stands de souvenirs -, signes d'identité de l'avenue, ont besoin d'accéder avec leur véhicule au terre-plein central. Le débat semble avoir été conclu par la maire de Barcelone, Ada Colau, qui refuse l'installation de ces protections: «Cela voudrait dire que les terroristes ont atteint leur objectif alors que Barcelone veut être une ville de liberté.»

Quarante ans de terrorisme

Un autre bâtiment emblématique de la capitale catalane voit **sa sécurité considérablement renforcée: la Sagrada Familia**, basilique dessinée par Gaudi et qui draine des millions de touristes chaque année. Alors qu'aujourd'hui les visiteurs sont soumis à une fouille et à une détection des métaux manuelles, ils devront bientôt passer par des contrôles semblables à ceux des aéroports. Ces inspections se réaliseront dans deux bâtiments, en cours de construction au pied de la basilique. Ils éviteront que les touristes fassent la queue sur le trottoir et constituent ainsi une cible pour les terroristes. Les travaux ont commencé il y a neuf mois, après les attentats de Nice et de Berlin mais avant celui de Barcelone.

Car l'adoption de mesures antiterroristes n'est pas une nouveauté en Espagne, frappée par quarante ans de terrorisme d'ETA avant de subir les attentats de Madrid en 2004, la pire attaque terroriste qu'ait connue l'Europe. C'est à cette époque qu'ont été adoptées les inspections systématiques des bagages dans les gares TGV, par des scanners semblables à ceux utilisés dans les aéroports.

Willy Demeyer : «Le terroriste voyage en Europe comme un poisson dans l'eau»

Par **Vincent-Xavier Morvan**

INTERVIEW - Le député-maire de Liège, président du Forum européen sur la sécurité urbaine (Efus) et membre de la commission d'enquête sur les attentats de Bruxelles, porte un regard aigu sur la lutte à mener contre le terrorisme.

LE FIGARO. - Que pensez-vous de villes comme Nice ou Paris qui prennent des dispositions, sur la promenade des Anglais ou à la tour Eiffel, pour sécuriser l'espace public?

Willy DEMEYER. - Nous n'avons pas le choix. On attend de nous que nous tenions compte de ce qui s'est passé et adaptions l'espace public aux menaces. Si nous ne faisions rien, notre responsabilité pourrait être mise en cause. Le lendemain de **l'attentat de Nice**, j'ai organisé une réunion à Liège pour sécuriser les différents lieux qui présentaient une similitude avec la promenade des Anglais et qui étaient propices à un attentat au **camion-bélier**. C'est le cas du marché dominical, qui est un des plus grands d'Europe et qui se tient sur un quai, ou de la Foire aux variétés, la fête foraine qui se déroule chaque année sur un grand boulevard.

Comment avez-vous fait?

On a utilisé les camions des marchands et on les a mis en travers de la route. Mais la menace, elle aussi, évolue, le mode opératoire des terroristes s'adapte, c'est un combat permanent.

«Nous devons être aidés, car si la pression budgétaire se fait trop forte sur les villes, il y a un moment où on pourrait être amenés à réduire le volume d'activités»

Willy Demeyer

Sécuriser les villes a un coût. Êtes-vous favorable à un financement européen?

Évidemment. Même si certains attentats ont touché aussi de petites villes en Europe, ce sont principalement les grandes qui sont visées. Nous devons être aidés, car si la pression budgétaire se fait trop forte sur les villes, il y a un moment où on pourrait être amenés à réduire le volume d'activités, et ce serait terrible car cela donnerait raison aux terroristes. Si nous ne pouvions pas sécuriser des événements culturels ou commerciaux, la tentation serait grande de les annuler. À Liège, cela fait plus de deux ans qu'on vit dans cette situation, avec une menace placée aujourd'hui au niveau 3, et nous avons atteint les limites de ce que nous pouvons endurer.

Vous êtes membre de la commission parlementaire sur les attentats du 22 mars 2016 à Bruxelles, qui doit formuler le mois prochain des recommandations destinées à être traduites dans la loi. Quelles sont-elles?

Il y a un volet qui concerne l'architecture de la sécurité, notamment en matière de renseignement. Comment circule-t-il entre les différents services de police et de justice, comment circule-t-il dans le monde **entre l'Europe et l'Amérique du Nord**, comment assure-t-on le suivi des personnes repérées... Et il y a aussi une autre question essentielle, celle de la prévention de la radicalisation. Il faut rechercher l'épanouissement des personnes dans un projet qui soit, si possible, utile socialement. Le phénomène de la radicalisation ne touche pas que des gens profondément musulmans. **On le voit dans les départs pour la Syrie**, il n'y avait pas que des enfants de familles intégristes. C'est un phénomène qui touche les personnes qui ne trouvent pas leur place dans la société. Il faut beaucoup miser sur l'enseignement, la culture, le sport, pour emmener les adolescents sur un chemin positif, ou sinon ils vont en prendre un autre qui ne va pas nous plaire.

«L'avenir de l'Europe passe par la capacité des métropoles à se fédérer»

Willy Demeyer

La déclaration qui doit être adoptée à Nice vous semble importante?

Oui, c'est très important que les villes s'investissent et qu'une coopération européenne se mette en place sur ce sujet. Le terroriste voyage en Europe comme un poisson dans l'eau et se joue des différences entre les régimes juridiques de nos pays. C'est pour cela que la coordination est importante, et le fait d'avoir, avec le Forum européen de la sécurité urbaine, un outil pour le faire est important également. L'avenir de l'Europe passe par la capacité des métropoles à se fédérer.